

Impacts de la crise du Covid-19 sur la sécurité alimentaire des pays du Sud

La Coalition Contre la Faim, regroupant 20 ONG actives sur les questions de sécurité alimentaire, adresse ses recommandations aux décideurs politiques belges dans le cadre de la crise du COVID 19, afin que la Belgique contribue à limiter au maximum l'impact sur la sécurité alimentaire.

Résumé : La pandémie et ses effets menacent la sécurité alimentaire de centaines de millions de personnes

Avant la pandémie une personne sur neuf souffrait déjà de la faim. La crise du COVID-19 va avoir une influence négative sur cette situation déjà très problématique. En effet, cette crise sanitaire perturbe de façon significative les systèmes alimentaires et est en train de faire plonger un nombre très important de personnes vulnérables dans l'insécurité alimentaire.

Les mesures de confinement perturbent les marchés : cela crée des difficultés d'approvisionnement pour les consommateurs et consommatrices, notamment sur les marchés locaux, et des difficultés d'écoulement pour les producteurs et productrices, qui voient ainsi baisser leurs revenus, souvent déjà très faibles. Au-delà du confinement, c'est la récession économique, engendrant pertes d'emplois et de revenus, couplée à l'absence de filets de sécurité étatiques ou familiaux qui risque de faire basculer des dizaines voire centaines de millions de personnes vulnérables dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

À la lumière de la crise du Covid-19, les systèmes alimentaires révèlent leurs nombreuses incohérences et vulnérabilités, au Nord comme au Sud. Bien que la production alimentaire soit largement suffisante pour l'instant au niveau global, les chaînes de valeur alimentaires internationales sont fortement perturbées par la crise. De nombreux pays du Sud sont particulièrement dépendants des importations alimentaires à bas prix ainsi que des marchés internationaux pour l'exportation de leurs matières premières agricoles. La dépendance de ces derniers les rend doublement vulnérables aux effets de la crise : pour s'alimenter et pour écouler leur production.

La crise peut être une opportunité pour renforcer la souveraineté alimentaire au Sud comme au Nord, et pour construire des systèmes alimentaires plus résilients, mais aussi plus durables et plus justes. Si la priorité à court terme est de préserver les échanges et la disponibilité de denrées alimentaires à des prix accessibles, les investissements de la Belgique dans le développement agricole des pays du Sud doivent donner une place centrale à la résilience et à la sécurité alimentaire, et miser en priorité sur la transformation agroécologique des systèmes alimentaires et les chaînes de valeur locales.

Recommandations de la Coalition Contre la Faim

Recommandations à court terme pour l'aide d'urgence :

- Assurer l'aide alimentaire d'urgence pour les populations confrontées à la faim. Cette aide alimentaire doit en priorité être achetée localement auprès des organisations de producteurs et productrices environnants.¹

Recommandations à plus long terme pour la stratégie de coopération au développement de la Belgique :

- Replacer la sécurité alimentaire à l'avant de l'agenda politique et en faire une priorité de la coopération au développement de la Belgique. Pour ce faire, créer un groupe de travail parlementaire sur la sécurité alimentaire au sein de la Commission Relex afin de garantir un débat politique sur cette question et de faciliter le contrôle de la stratégie du gouvernement dans ce domaine.
- Réorienter la coopération au développement belge dans le secteur agriculture et sécurité alimentaire, afin qu'elle soutienne les stratégies et politiques nationales visant à développer et à soutenir des systèmes alimentaires durables et résilients dans les pays partenaires de la Belgique et non le développement de chaînes de valeurs globalisées, dont la crise a montré les nombreuses vulnérabilités. Investir notamment dans l'agroécologie et dans le développement de systèmes alimentaires locaux et régionaux basés sur la production et la transformation locales (chaînes courtes).
- Au travers de la coopération de la Belgique, soutenir, renforcer et consulter en priorité les organisations paysannes, qui sont les actrices centrales de ces systèmes alimentaires.
- Revoir les accords existants en matière de commerce et d'investissement pour s'assurer qu'ils ne portent pas atteinte aux systèmes alimentaires locaux et élaborer de nouveaux accords commerciaux qui soutiennent la transition vers des systèmes alimentaires durables et agroécologiques ainsi que la production et la consommation locales.

¹ Il faut éviter à tout prix que l'aide alimentaire extérieure ne vienne accentuer les pertes de revenus des producteurs et productrices locaux, déjà impactés par les mesures de confinement et le dérèglement du marché international qui en résulte.

Analyse

L'insécurité alimentaire n'est pas née de la pandémie, mais la pandémie va la renforcer

Avant la crise du covid-19, une personne sur neuf, soit plus de 800 millions de personnes souffraient déjà de la faim dans le monde, et ce chiffre est en augmentation depuis 4 ans maintenant. Les causes sont complexes : elles sont autant structurelles que conjoncturelles. Au premier rang des causes structurelles se trouve la pauvreté. La crise conjoncturelle du Covid-19, en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en faisant basculer de nombreuses personnes vulnérables en situation d'extrême pauvreté, risque d'augmenter sensiblement l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation.

Les effets de la pandémie viennent se superposer à d'autres facteurs qui pèsent déjà lourdement sur l'insécurité alimentaire de certaines régions : sécheresses et autres événements naturels (tel que l'invasion de criquets en Afrique de l'Est), guerres et terrorisme, sanctions économiques, ... Rien qu'en Afrique de l'Ouest, la CEDEAO estime que suite au COVID-19, 50 millions de personnes supplémentaires risquent de se retrouver en insécurité alimentaire d'ici le mois d'août.²

La crise du Covid-19 influence donc négativement une situation déjà extrêmement problématique, et va avoir des conséquences sur la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité des denrées alimentaires.

Les mesures de confinement perturbent les marchés locaux, clés de voute de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire dans les pays du Sud dépend en premier lieu de la production locale et de ses marchés territoriaux. Les mesures de confinement empêchent un approvisionnement correct des marchés locaux, notamment en milieu urbain. Les chaînes alimentaires, souvent informelles, constituées de réseaux de petit.e.s producteur.rice.s, transporteur.rice.s et PME, représentent 50 à 80% du système alimentaire. La rupture de ces chaînes alimentaires impacte négativement les populations urbaines, qui sont confrontées à des risques de pénuries, de spéculations.

Elle touche tout autant les producteurs et productrices et les autres métiers liés à la production alimentaire, qui se trouvent dans l'impossibilité de récolter et/ou vendre leurs denrées³. Les dangers se situent ici autant en termes de disponibilité (manque de quantité disponible à un endroit donné) qu'en termes d'accessibilité (explosion des prix, baisse de revenus des producteurs). Ces restrictions perturbent également l'accès à d'autres biens essentiels pour maintenir certaines activités à domicile, tels que l'accès à l'eau ou aux aliments pour le bétail.

Le choix de nombreux pays de maintenir les supermarchés ouverts, plutôt que les marchés locaux et les points de vente informels, favorise l'industrie agroalimentaire plutôt que les petit.e.s producteur.rice.s. Il limite aussi l'accès aux denrées alimentaires pour les populations les plus démunies qui se fournissent auprès de petits commerces ou marchés locaux.

² <https://www.oxfam.org/en/press-releases/covid-19-50-million-people-threatened-hunger-west-africa>

³ Mukhia, N. (03 avril 2020). RE : Food security in the EU Global response to covid-19. Bruxelles : ActionAid

Récession économique et absence de filets de sécurité = augmentation de l'extrême pauvreté et de la faim

La fermeture des frontières, la mise en pause d'une série d'activités économiques et la récession économique globale ont et auront des conséquences sur les plus vulnérables. Chaque jour, des instituts publient des pronostics désastreux sur l'augmentation de la pauvreté et de la sous-alimentation : 14 millions⁴, 130 millions⁵, 250 millions⁶, 500 millions⁷.... Ce qui est établi est que la crise sanitaire s'accompagnera d'une crise économique, financière, sociale et alimentaire.

Les communautés rurales vont devoir également supporter l'afflux des membres citadins de la famille qui rentrent au village, faute de moyens de subsistance. Les revenus des ménages sont directement affectés par la récession économique, ou par l'arrêt des transferts financiers de membres de familles émigrés. Le manque de revenus, parfois combiné à des dépenses plus élevées augmentera le risque pour les paysans et les paysannes de vendre des actifs essentiels à plus long terme (ex. animaux, terres) ou de s'endetter.

Les revenus des états sont dégradés par une diminution importante de la demande de matières premières (ex. minerais, coton, pétrole, cacao), mais aussi de denrées alimentaires périssables (ex. fruits et légumes, poissons, fruits de mer). Les pays les moins avancés, souvent fortement endettés, ne pourront faire face aux besoins sanitaires, économiques et sociaux immédiats, et à plus long terme poursuivre et intensifier les investissements nécessaires pour répondre aux enjeux plus structurels (ex. lutte contre la pauvreté, création d'emplois de jeunes, investissements d'adaptation aux changements climatiques).

En termes de sécurité alimentaire, certains programmes de première nécessité sont déjà à l'arrêt (ex. cantines scolaires, distribution d'aide alimentaire, lutte contre le criquet pèlerin, programme de vaccinations animales, programmes de protection sociale).

A moyen terme, la disponibilité alimentaire risque d'être affectée car l'accès aux semences et aux intrants est fortement perturbé. Les producteurs et productrices, ainsi que les travailleurs et travailleuses agricoles risquent de ne pas avoir accès à leurs champs à temps. Les moyens financiers manqueront pour l'achat d'intrants nécessaires ou pour payer de la main d'œuvre. Ceci laisse présager une baisse de la production pour l'avenir.

Des stocks alimentaires suffisants mais un risque pour les pays dépendant des importations

« Pour l'instant, les perturbations sont minimales car les approvisionnements en produits alimentaires ont été adéquats et les marchés sont restés stables. Le niveau des stocks mondiaux de céréales est

⁴ Vos, R., Martin, W., Laborde, D. (mars 2020). How much will global poverty increase because of Covid-19 ? [traduit en français par Vincent Dauby]. Consulté en ligne - <https://www.ifpri.org/blog/how-much-will-global-poverty-increase-because-covid-19>

⁵ <https://www.agenceecofin.com/agro/2204-75944-130-millions-de-personnes-pourraient-etre-menacees-de-faim-d-ici-fin-2020-en-raison-du-coronavirus-pam>

⁶ <https://news.un.org/fr/story/2020/04/1067092>

⁷ https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/04/09/coronavirus-500-millions-de-personnes-dans-le-monde-menacees-par-la-pauvrete-selon-une-ong_6036049_3244.html

encore bon et les prévisions sur les récoltes du blé et les principales cultures sont positives pour 2020⁸ ».

Cependant, certains pays ont déjà émis des restrictions temporaires à l'exportation de céréales (riz, blé)⁹. Ces politiques peuvent empêcher les marchés alimentaires de fonctionner correctement : cela crée des tensions sur les marchés de certaines commodités, des réactions de panique, des spéculations financières et des augmentations et fluctuations de prix importantes. De nombreux pays, notamment africains, sont particulièrement dépendants de ces importations à bas prix, notamment pour nourrir les populations citadines. Malgré une bonne disponibilité globale, les perturbations du marché international peuvent avoir des impacts désastreux pour les pays importateurs.

On constate également des risques d'impacts importants en termes nutritionnels. Si l'accès aux produits frais est fortement perturbé, la consommation de produits fortement transformés, souvent importés, est favorisée.

Perturbations dans les filières et chaînes de valeur internationales

Dans la plupart des pays du Sud, l'agriculture formelle et entrepreneuriale est orientée vers l'exportation de produits de rente vers des marchés du Nord, qui sont aujourd'hui largement fermés par les nouvelles difficultés de circulation ainsi que par la baisse de la demande dans les pays importateurs. Par exemple, le secteur de la pêche au Sénégal, des fleurs coupées (Kenya, Ouganda, Ethiopie) et des fruits et légumes frais sont déjà fortement impactés. En l'absence de canaux d'écoulement et de stockage adéquat, les risques de pertes post-récolte sont très importants. Il s'agit donc de pertes de revenus importantes pour toutes les personnes qui travaillent dans ces filières.

Inégalités, marginalisations et discriminations augmentées

Face aux effets de la pandémie et de la récession économique qui s'en suit, les conséquences seront plus lourdes pour ceux et celles qui sont déjà confronté.e.s à la discrimination ou à la marginalisation. Les droits humains fondamentaux de ces groupes de personnes, y compris le droit à l'alimentation adéquate, seront encore moins respectés, les inégalités augmenteront davantage. Les objectifs de développement durable échoueront. Au-delà des populations fragiles et pauvres, des petit.e.s producteur.rice.s alimentaires, des travailleur.se.s du secteur informel, certains groupes, risquant également d'être particulièrement touchés par la faim, nécessitent une attention particulière :

- Les femmes et les filles, souffrent déjà davantage d'insécurité alimentaire. Ce sont elles également qui portent le plus les charges liées à la pandémie.
- Les 320 millions d'enfants qui bénéficient d'aide alimentaire via les cantines scolaires, souvent leur seul moyen d'accès à un repas nutritionnel.¹⁰

⁸ FAO, (2020). Q & R : les effets de la pandémie du COVID-19 sur l'alimentation et l'agriculture. Consulté en ligne - <http://www.fao.org/2019-ncov/q-and-a/impact-on-food-and-agriculture/fr/>

⁹ <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-trade-food-factbox-idUSKBN21D2TU>

¹⁰ <https://www.wfp.org/news/world-food-programme-gears-support-children-left-without-meals-due-covid-19-school-closures>



- Les personnes exposées aux conflits. Les 79 millions de personnes directement confrontées aux conflits, celles qui sont touchées par les sanctions économiques, les régions d'accueil des réfugié.e.s et de personnes déplacées, souvent déjà confrontées à des crises alimentaires.¹¹
- Les migrant.e.s : celles et ceux qui se voient bloqué.e.s dans des centres ou campements surpeuplés, confronté.e.s à un manque accru d'assistance ou celles et ceux qui travaillent, embauché.e.s de manière clandestine, souvent dans l'agriculture et dans les villes qui ne peuvent bénéficier des filets de sécurité de l'État ou de la solidarité sociale.
- Les personnes travaillant dans le travail occasionnel, les services, le secteur culturel, la restauration et la vente au détail sont confrontées à des pertes d'emploi massives. Elles verront certainement leurs revenus, déjà faibles, baisser considérablement.

Le PAM s'attend à ce que la pandémie de covid-19 double le nombre de personnes souffrant de faim aiguë, pour atteindre 265 millions dans le monde d'ici la fin de 2020. Certaines analyses révèlent que la crise économique provoquée par le coronavirus pourrait précipiter jusqu'à plus d'un demi-milliard de personnes dans la pauvreté, augmentant les inégalités extrêmes entre personnes riches et pauvres, entre nations riches et pauvres, et entre hommes et femmes.¹²

Une crise qui nous rappelle la nécessité de transformer nos systèmes alimentaires

La crise COVID-19 met en lumière les vulnérabilités des systèmes alimentaires actuels. Plusieurs rapports soulignent que la propagation des virus est fortement liée au développement de l'agriculture industrielle. Non seulement l'élevage intensif amplifie les risques d'apparition et de propagation des maladies, mais le changement climatique, la destruction des écosystèmes et le changement d'affectation des terres, ou la perte de biodiversité intensifient les risques de propagation.¹³

La crise démontre également la vulnérabilité d'une dépendance importante aux chaînes d'approvisionnement alimentaire globalisées. Ces chaînes sont dépendantes de quelques principaux pays exportateurs. Elles sont plus complexes et soumises à des contraintes logistiques, d'intrants, de mains-d'œuvre multiples, et sont d'autant plus vulnérables aux perturbations.

Ces systèmes alimentaires globalisés induisent de nombreuses défaillances :

- Une production orientée vers des marchés d'exportation, au coût le plus bas, s'accompagnant de surproduction, de gaspillages et de pertes alimentaires,
- La production à prix plancher qui ne permet pas aux paysans et paysannes de vivre dignement et qui engendre la recherche de main-d'œuvre bon marché, basée sur des travailleur.se.s migrant.e.s informel.le.s ou clandestins,
- Des pays du Sud exportateurs de produits agricoles vers des marchés plus solvables, mais parfois incertains, et en même temps dépendants d'importations alimentaires pour nourrir leurs populations,
- Des externalités environnementales et climatiques bientôt irrémédiables,
- Un partage déséquilibré de la valeur créée au sein de la chaîne de production,
- Une augmentation des inégalités dans les pays et entre les pays.

¹¹ Plus de la moitié des réfugiés sont hébergés dans 8 pays, dont 4 connaissent eux-mêmes une crise alimentaire. 9 des 10 pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées ont connu une crise alimentaire importante en 2019.

¹² <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-prix-de-la-dignite>

¹³ http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/COVID-19_CommuniqueEN%282%29.pdf

Il est donc essentiel que les réponses immédiates aux crises sanitaires et alimentaires liées au COVID-19, se fassent de manière cohérente afin de répondre également aux causes plus structurelles et aux besoins de transformations de nos systèmes alimentaires.

Cette crise nous démontre que tant au Nord qu’au Sud, il faut construire des systèmes alimentaires plus durables, qui s’éloignent du modèle agroindustriel intensif globalisé. Pour être plus résilient, ces modèles s’appuient sur une plus grande diversification de la production, l’autonomie alimentaire des pays ou territoires, une plus grande proximité entre les différents maillons des chaînes de valeur et une plus grande responsabilité sociale et environnementale des acteurs de ces systèmes.

Le développement de systèmes alimentaires plus durables et résilients ne se fera que s’il existe une volonté politique des Etats de soutenir leur développement. Des politiques publiques subsidiant les pratiques agricoles durables et des investissements dans la recherche sur l’agroécologie doivent voir le jour et être encouragés. Ceux et celles qui font de l’agriculture familiale et les organisations paysannes ou les syndicats qui les représentent sont au centre de ces systèmes alimentaires durables et résilients. Ces groupes doivent être soutenus, renforcés et consultés par les responsables politiques.

Contacts :

Eloïse de Keyser, SOS-Faim, eloise.dekeyser@sosfaim.org

Vincent Dauby, CNCD-11.11.11, Vincent.Dauby@cncd.be

François Grenade, Iles de Paix, francois.grenade@ilesdepaix.org

Suzy Serneels, Broederlijk Delen, Suzy.Serneels@broederlijkdelen.be

Thierry Kesteloot, Oxfam-Solidariteit, Thierry.Kesteloot@oxfam.org